

SUEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret

(1^{re} circonscription)

Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1^{er} avril 1990] (p. 4018).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1990] (p. 4086).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (n° 1200) [*J.O.* du 2 juin 1990] (p. 6577).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 7 juin 1990] (p. 6698).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications (n° 1229) [*J.O.* du 12 juin 1990] (p. 6874).

Rapporteur du projet de loi modifiant les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale et portant dispositions transitoires (n° 1580) [3 octobre 1990] (p. 3340).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1991 (n° 1593) (recherche et technologie) [*J.O.* du 17 octobre 1990] (p. 12552).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale et portant dispositions transitoires (n° 1580) [*J.O.* du 9 novembre 1990] (p. 13724).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 15 novembre 1990] (p. 14028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la réglementation des télécommunications (n° 1592) [J.O. du 22 novembre 1990] (p. 14386).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme et à la lutte contre l'alcoolisme (n° 1418) [J.O. du 23 novembre 1990] (p. 14446).

DEPOTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1200) relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements en matière de **formation des personnels enseignants** et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (n° 1283) [17 avril 1990].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les **Instituts universitaires de formation des maîtres** et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (n° 1412) [6 juin 1990].

Avis fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1991 (n° 1593)**. Tome XV : **recherche et technologie (n° 1636)** [10 octobre 1990].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux **conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale** et portant dispositions transitoires (n° 1699) [14 novembre 1990].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements en matière de formation des personnels enseignants, et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale (n° 1200)**.

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [19 avril 1990] :

Ecoles normales et instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) :

- biens des écoles normales (affectation aux I.U.F.M.) (p. 459) ;
- conventions Etat-département (p. 459) ;
- évaluation des biens et charges (p. 459) ;
- instituts universitaires de formation des maîtres :
 - expérimentation (Reims-Grenoble-Lille) (p. 458) ;
 - implantation universitaire (p. 458) ;
 - universalité et spécialisation (p. 459) ;
- personnel : droit d'option pour la fonction publique de l'Etat (p. 459).

Enseignants : professeurs de l'enseignement supérieur (discipline) (p. 460).

Enseignement supérieur :

- aménagement du territoire :
 - carte universitaire (p. 459, 460) ;
 - délocalisation et multiplication des antennes universitaires (refus de la « balkanisation ») (p. 459) ;
- budget et financement : efforts nécessaires (p. 460) ;
- décentralisation : partenariat Etat-collectivités locales (p. 460) ;
- universités : locaux et capacités d'accueil (construction) :
 - maîtrise d'ouvrage (compétences des collectivités territoriales) (p. 459) ;
 - remboursement T.V.A. (subvention ou fonds de compensation) (p. 460).

Formation des enseignants : rapport Bancel (« une nouvelle dynamique de la formation des maîtres ») (p. 458).

Loi d'orientation n° 89-486 du 10 juillet 1989 (application et prolongement) (p. 458).

Parlement : procédure : textes regroupant des dispositions relatives à des domaines différents (condamnation de l'usage systématique) (p. 460).

Discussion des articles [19 avril 1990].

Avant l'article 1^{er} :

- *défavorable* au sous-amendement n° 40 de M. Georges Hage (précise la nature exacte du titre 1^{er}) à l'amendement n° 1 de la commission (modifie l'intitulé du titre 1^{er}) : rejeté (p. 486).

Article 1^{er} (affectation des biens des écoles normales primaires aux I.U.F.M.) :

- *soutient* l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 486) ;

- *soutient* l'amendement n° 3 de la commission (rappelle les missions des I.U.F.M.) : adopté après modifications (p. 487) ;

- *défavorable* au sous-amendement n° 41 de M. Georges Hage (réaffirme que les missions de l'I.U.F.M. relèvent de la compétence de l'Etat et qu'il ne peut les déléguer aux collectivités territoriales) à l'amendement n° 3 de la commission : rejeté (p. 487).

Article 2 (possibilités de conventions Etat-départements) :

- *soutient* l'amendement n° 4 de la commission (précise les catégories de biens et de personnels à l'égard desquels peuvent s'exercer les responsabilités des départements) : adopté après modifications (p. 489) ;

- *ses observations* sur le sous-amendement n° 95 du Gouvernement (supprime le droit d'option des personnels employés par un département qui a passé une convention avec l'Etat) à l'amendement n° 4 de la commission : adopté (p. 489) ;

- *défavorable* à l'amendement n° 45 de M. Georges Hage (associe à la signature de la convention le recteur d'académie et le directeur de l'I.U.F.M.) (p. 489).

Article 4 (cas de prise en charge par l'Etat des biens et personnels de gestion et d'entretien des ex-écoles normales) :

- *soutient* l'amendement n° 75 de la commission (de conséquence) : retiré (p. 490) ;

- *soutient* l'amendement n° 76 de la commission (de conséquence) : retiré (p. 490).

Article 5 (modalités de conclusion, de révision et de résiliation des conventions Etat-départements) (p. 491) :

- *défavorable* à l'amendement n° 50 de M. Georges Hage (dispose que la convention doit être passée après la date de création de l'I.U.F.M.) (p. 490) ;

- *soutient* l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 491) ;

- *soutient* l'amendement n° 7 de la commission (autorise la révision de la convention à la demande de l'une des deux parties sans imposer un délai d'attente après son entrée en vigueur) : adopté (p. 491) ;

- *soutient* l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 491).

Article 7 (constatation par convention de dépenses antérieurement supportées par les départements pour le fonctionnement des écoles normales) :

- *soutient* l'amendement n° 11 de la commission (précise que les dispositions de l'article 7 s'appliquent aux écoles annexes des écoles normales) : adopté (p. 491) ;

soutient l'amendement n° 12 de la commission (impose la prise en considération des travaux de rénovation) (p. 491) : adopté (p. 492).

Article 8 (modalités d'évaluation des dépenses précitées) :

- soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 492) ;
- soutient l'amendement n° 14 de la commission (établit un système de péréquation et de pondération pour l'évaluation des dépenses mentionnées à l'article 7) (p. 492) : adopté (p. 493).

Article 10 (hypothèse de désaffectation de biens mis à disposition de l'Etat) :

- soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 493).

Article 11 (droit d'option des fonctionnaires rattachés à la fonction publique territoriale et affectés à l'entretien et à la gestion des biens pris en charge par l'Etat) :

- soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) (p. 494) : adopté (p. 494) ;
- soutient l'amendement n° 17 de la commission (précise que les écoles annexes entrent dans le champ d'application du dernier alinéa de l'article 11) : adopté (p. 494) ;
- soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) (p. 494) : adopté (p. 494).

Article 12 (état des emplois relevant de la fonction publique territoriale) :

- soutient l'amendement n° 19 de la commission (dispose que la convention ne prend effet qu'après approbation par un arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de l'éducation nationale) : adopté (p. 494) ;
- soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 494).

Après l'article 16 :

- soutient l'amendement n° 21 de la commission (permet aux départements d'organiser, dans les locaux des anciennes écoles normales, des activités à caractère éducatif, sportif ou culturel compatibles avec la nature et l'aménagement de ces locaux, même sans avoir passé de conventions avec l'Etat) (p. 495) : adopté après modifications (p. 496) ;
- soutient le sous-amendement n° 53 de Mme Muguette Jacquaint (précise que les activités prévues par l'amendement n° 21 doivent être compatibles avec les principes généraux du service public d'éducation) (p. 495) à l'amendement n° 21 de la commission : adopté (p. 496).

Article 3 (précédemment réservé) (possibilité d'utilisation de locaux des I.U.F.M. par les départements à des fins d'activités éducatives, sportives ou culturelles) :

- soutient l'amendement n° 5 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 496).

Article 6 (précédemment réservé) (mise à disposition de l'Etat des biens dont les départements sont propriétaires ou locataires) :

- défavorable à l'amendement n° 31 de Yves Fréville (impose la désaffectation des biens avant leur utilisation dans des missions exclues du champ d'application de l'article 17 de la loi d'orientation n° 89-486 du 10 juillet 1989) (p. 497) ;
- soutient l'amendement n° 9 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 497).

Article 18 (délégation de la maîtrise d'ouvrage de constructions d'établissements d'enseignement supérieur aux collectivités locales) :

- favorable (p. 501).
- défavorable à l'amendement n° 79 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 504).

Article 19 (sections disciplinaires des universités) (p. 508) : adopté après modifications (p. 509).

- défavorable à l'amendement n° 58 de M. Hage (de suppression) (p. 508) ;

- favorable à l'amendement n° 35 de M. Yves Fréville (précise que la formation disciplinaire ne peut être composée que de membres d'un rang égal ou supérieur à la personne déferée devant elle) (p. 509) ;

- soutient l'amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 509) ;

- soutient l'amendement n° 29 de la commission (précise que la notion de rattachement évoquée dans l'article 29 de la loi n° 8452 du 26 janvier 1984 relative à l'enseignement supérieur est prévue par l'article 43) (p. 509) : adopté (p. 509).

Après l'article 19 :

- défavorable à l'amendement n° 84 de M. Bruno Bourg-Broc (détermine la composition du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche statuant en matière disciplinaire) (p. 535).

Article 20 (sections disciplinaires des écoles normales supérieures, des grands établissements et des écoles françaises à l'étranger) :

- défavorable à l'amendement n° 59 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 535).

Article 21 (sections disciplinaires des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur) (p. 536) :

- défavorable à l'amendement n° 60 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté (p. 536).

Article 22 (pouvoirs de l'instance d'appel des sanctions disciplinaires) : adopté (p. 536).

- défavorable à l'amendement n° 61 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 536) ;

- défavorable à l'amendement n° 85 de M. Bruno Bourg-Broc (suppression du paragraphe I) (p. 536).

Après l'article 24 :

- défavorable à l'amendement n° 62 rectifié de M. Georges Hage (étend aux maîtres d'internat et aux surveillants d'externat le bénéfice des dispositions relatives aux commissions administratives paritaires) (p. 537).

Article 27 (abrogation) (p. 538) :

- défavorable à l'amendement n° 36 de M. Yves Fréville (maintient certaines garanties accordées en matière disciplinaire aux enseignants et aux membres de l'enseignement supérieur privé) (p. 538) ;

- défavorable à l'amendement n° 72 de M. Charles Millon (prévoit, dans chaque région, un schéma prévisionnel de développement de l'enseignement supérieur, transmis pour avis conforme au Conseil régional) (p. 539) ;

- défavorable à l'amendement n° 71 de M. Charles Millon (associe le Conseil régional à toute décision de l'Etat concernant la création et l'implantation des établissements publics d'enseignement supérieur) (p. 539).

Titre :

- soutient l'amendement n° 30 rectifié de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 540).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [11 juin 1990] :

Ecoles normales et instituts universitaires de formation des maîtres (I.U.F.M.) : généralités (p. 2231, 2232).

Enseignement supérieur :

- aménagement du territoire :
 - carte universitaire (p. 2232) ;
 - refus de la « balkanisation » (p. 2232) ;
- décentralisation : partenariat Etat-collectivités locales (p. 2232) ;
- universités :
 - locaux et capacités d'accueil : maîtrise d'ouvrage (p. 2232) ;
 - remboursement de la T.V.A. (fonds de compensation) (p. 2232).

- Projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications (n° 1228).

Première lecture :

Avant la discussion des articles [10 mai 1990] :

Inscrit contre la question préalable opposée par : Lajoinie (André) (p. 1145).

Principaux thèmes développés :

Administration des P. et T. ; ancien statut : budget annexe (disparition) (p. 1146).

Assemblée nationale ; amendements (irrecevabilité fondée sur l'article 40 de la Constitution) (p. 1147).

Banques et établissements financiers ; relations avec la Poste (p. 1147).

Organismes et structures :

- commission nationale du personnel et des affaires sociales (p. 1147) ;
- commission supérieure du service public des postes et télécommunications (p. 1147).

Personnel :

- salaires (p. 1146) ;
- statut des fonctionnaires et agents publics et classification (p. 1146, 1147).

Poste (La) :

- clientèle (« fidélisation » et renouvellement) (p. 1147) ;
- comptes chèques postaux (rémunération des avoirs par le Trésor) (p. 1147) ;
- services financiers (élargissement des produits) (p. 1147) ;
- zones rurales et de montagne (présence de La Poste) (p. 1147).

Secteur public : transformation des P. et T. en deux exploitants publics :

- autonomie juridique (p. 1146) ;
- concertation (rapport Prévot et mission Moine) (p. 1145, 1147) ;
- concurrence nationale et internationale (contexte) (p. 1146) ;
- service public (modernisation) (p. 1146).

- Projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation (n° 1291).

Première lecture :

Explications de vote [15 et 16 mai 1990] :

Ethique médicale (p. 1378).

Libertés individuelles (p. 1378).

Psychiatrie : placements psychiatriques (« judiciarisation ») (p. 1378).

Vote pour du groupe socialiste (p. 1378).

- Déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire et débat sur cette déclaration (n° 1399).

Principaux thèmes développés [29 mai 1990] :

Collectivités locales : département-commune (gestion de proximité) (p. 1769).

Communautés européennes : intégration de Paris et de l'Ile-de-France (p. 1769).

Enseignement supérieur (p. 1769).

Régions :

- Ile-de-France (réorganisation et équilibre Paris-province) (p. 1769).
- solidarité interrégionale (p. 1769).

- Projet de loi relatif aux appellations d'origine contrôlées des produits agricoles ou alimentaires bruts ou transformés (n° 1337).

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [6 juin 1990] :

Aménagement du territoire : zones rurales et de montagne (p. 2110).

Communautés européennes :

- projet de réglementation européenne (et mention de l'indication de provenance géographique) (p. 2110) ;
- traditions alimentaires des membres de la C.E.E. (p. 2110).

Consommation : exigences des consommateurs (p. 2109).

Produits agricoles et alimentaires : qualité (p. 2109, 2110).

Viticulture (p. 2109).

- Projet de loi modifiant les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale et portant dispositions transitoires (n° 1580).

Rapporteur.

Première lecture :

Principaux thèmes développés avant la discussion des articles [5 octobre 1990] :

Agence centrale des organismes de sécurité sociale (A.C.O.S.S.) :

- branche du recouvrement (renforcement de la tutelle) (p. 3431) ;
- président (élection) (p. 3431).

Caisses de sécurité sociale :

- régime transitoire (p. 3432) ;
- report des élections (p. 3432).

Cotisation sociale généralisée (C.S.G.) (p. 3432).

Financement : contrôle du Parlement (budget social de la nation) (p. 3432).

Régime général : déchéance du mandat d'administrateur pour absences répétées (p. 3431).

Discussion des articles [5 octobre 1990] :

Article 1^{er} (déchéance du mandat d'administrateur pour absences répétées) :

- ses observations (p. 3438).

Article 2 (renforcement de la tutelle de l'A.C.O.S.S. sur la branche de recouvrement) :

- soutient l'amendement n° 1 de la commission (établit les nouveaux pouvoirs de contrôle de l'A.C.O.S.S.) (p. 3439) : adopté (p. 3440).

Article 3 (élection du président de l'A.C.O.S.S.) :

- défavorable à l'amendement n° 4 de Mme Muguette Jacquaint (augmente le nombre des assurés sociaux au sein du conseil d'administration de l'A.C.O.S.S.) (p. 3440) ;
- soutient l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 3440) ;
- soutient l'amendement n° 2 de la commission (précise que le président de l'A.C.O.S.S. ne sera élu qu'à l'issue du mandat des membres du conseil d'administration actuellement en fonction) : adopté (p. 3440).

Article 4 (régime transitoire de désignation des administrateurs des organismes du régime général) :

- défavorable à l'amendement n° 5 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3440) ;
- son amendement n° 7 (précise les conditions dans lesquelles les membres des conseils d'administration pourront être suppléés ou remplacés pendant le mandat de trois ans) : adopté (p. 3441) ;
- son amendement n° 8 (précise les conditions dans lesquelles les membres des conseils d'administration pourront être suppléés ou remplacés pendant le mandat de trois ans) : adopté (p. 3441) ;

son amendement n° 9 (précise les conditions dans lesquelles les membres des conseils d'administration pourront être suppléés ou remplacés pendant le mandat de trois ans) : adopté après modifications (p. 3442).

Après l'article 4 :

- défavorable à l'amendement n° 10 de M. Jean-Yves Charnard (augmente la représentation des retraités au sein du conseil d'administration de la caisse vieillesse) (p. 3442).

Commission mixte paritaire :

Principaux thèmes développés [20 novembre 1990] :

Rapporteur suppléé par : *Mignon (Hélène)* (p. 5720).

- **Déclaration du Gouvernement sur le plan national pour l'environnement et débat d'orientation sur cette déclaration (n° 1832).**

Principaux thèmes développés [9 octobre 1990] :

Administration : services régionaux et départementaux (p. 3529).

Aménagement du territoire : gestion de l'espace rural (p. 3528).

Ecologie (dimension nationale et planétaire) (p. 3528).

Energie : énergie nucléaire (p. 3529).

Installations classées : contrôle (p. 3529).

Lois de finances : budget de l'environnement (p. 3529).

Parlement : rôle et contrôle (p. 3529).

Qualité de la vie (p. 3528).

Régions : Ile-de-France (p. 3528).

Transports : transports ferroviaires (T.G.V.) (p. 3528).

- **Projet de loi de finances pour 1991 (n° 1593).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale, jeunesse et sports : Jeunesse et sports. - *Questions* [23 octobre 1990] :

Enfants : rythmes de vie (aménagement et contrats ville-enfants) (p. 4222).

Agriculture et forêt. - **B.A.P.S.A.** - *Questions* [30 octobre 1990] :

Horticulture (p. 4605).

T.V.A. : produits horticoles (p. 4605).

Recherche et Technologie. - *Examen du fascicule avant la procédure des questions.* Rapporteur pour avis [31 octobre 1990] :

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) (p. 4621).

Aménagement du territoire : déséquilibre Ile-de-France - Provence (potentiel de recherche) (p. 4622).

Chercheurs :

- mobilité (p. 4621, 4622) ;

- recrutement et vieillissement (p. 4621).

Enseignement supérieur : étudiants (allocations de recherche) (p. 4621).

Gouvernement : ministère de la recherche et de la technologie :

- crédits (montant, répartition, évolution) (p. 4621) ;

- Fonds de la recherche et de la technologie (F.R.T.) (p. 4621).

Impôts et taxes : crédit d'impôt-recherche (p. 4621).

Recherche fondamentale (p. 4621).

Recherche française : place dans la communauté internationale (p. 4621).

Recherche industrielle (p. 4621).

Education nationale, jeunesse et sports : Enseignement supérieur. - *Questions* [5 novembre 1990] :

Cycles universitaires : premier cycle (réforme) (p. 4771).

Affaires sociales et solidarité nationale (suite). - **Institution d'une contribution sociale généralisée (lettre rectificative n° 1627, articles 92 à 99).** - *Principaux thèmes développés* [15 novembre 1990] :

Assurance maladie maternité : dépenses (maîtrise) (p. 5408).

Contribution sociale généralisée (C.S.G.) :

- assiette (p. 5408) ;

- revenus nets de prélèvements sociaux et de C.S.G. (effets de la C.S.G.) (p. 5408) ;

- taux : vote par le Parlement (p. 5409).

Politique générale (réforme et conservatisme) (p. 5409).

Sécurité sociale :

- cotisations (dégressivité) (p. 5408) ;

- financement (mode et réformes proposées) (p. 5409) ;

- revenus (redistribution) (p. 5408).